

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

qui gagnera

chaban messmer giscard?

**sartre
dans sa vie**

par gérard leclerc

page 8

**l'europe contre
les éleveurs
français**

page 5

roumanie 74

De nombreux observateurs n'hésitent pas à rapprocher la politique de la Roumanie de celle de la France. « La Roumanie est à l'Est ce que la France est à l'Ouest », dit-on bien souvent pour marquer la volonté d'indépendance des Roumains.

UN DESIR D'INDEPENDANCE

Bien sûr, la Roumanie est un pays socialiste ; à ce titre elle entretient des rapports très étroits avec l'Union soviétique. Mais ses dirigeants ont manifesté à plusieurs reprises le désir de diversifier leurs relations. Ainsi se sont développés des liens avec l'Occident et le tiers-monde. M. Ceaucescu a entrepris à partir de 1970 une série de grands voyages, en commençant par les Etats-Unis, et, en 1971 la Chine. Le ton était donné. Ceaucescu sera aussi le premier dirigeant d'un pays est-européen à se rendre en Amérique latine où il visitera non seulement Cuba, mais également d'autres pays, non socialistes : Pérou, Equateur...

L'évolution de la politique roumaine se fait également sentir à l'intérieur du camp socialiste. En 1968, la Roumanie condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie. M. Ceaucescu fait même savoir que s'il le fallait, la Roumanie se battrait. Cependant, les dirigeants roumains manifestent le désir de ne pas envenimer les choses avec

les Soviétiques. A Bucarest, on n'oublie pas que l'on fait partie du camp socialiste. La présence du puissant voisin se fait constamment sentir.

Un autre problème montre clairement la volonté de la Roumanie de mener une politique qui lui soit propre : il s'agit du conflit Moscou-Pékin. Les Roumains ont refusé dès 1965 de participer à la réunion consultative organisée par les Soviétiques, dont l'objectif était la condamnation du Parti communiste chinois. De même, la conférence des P.C. qui s'est tenue en juin 1969, n'a pu aboutir à une condamnation formelle de Pékin, du fait de l'opposition formée par certains partis, dont le Parti communiste roumain. En refusant de condamner la politique chinoise, les Roumains ont admis implicitement l'existence de différents modèles de socialisme ; chaque pays doit pouvoir emprunter la voie qui lui convient, l'essentiel étant de rester à l'intérieur du camp socialiste.

Dans la diplomatie roumaine, une place particulière est réservée aux relations avec la France : une situation politique semblable à bien des points de vue pour les deux pays, a forgé chez l'un et chez l'autre une volonté de mener à bien une politique d'indépendance. Aussi les Roumains entendent-ils se mettre à l'abri de toute ingérence, « de quelque grande puissance que ce soit », dit-on à Bucarest pour n'offenser personne.

du camp socialiste, leur pays a toujours été laissé à l'écart de l'industrialisation. Devant le retard accumulé, ils font le pari d'atteindre le niveau des pays européens les plus développés aux alentours de 1985. Les résultats du dernier plan quinquennal ont à cet égard été des plus encourageants, avec une croissance moyenne de 12 % par an.

Au plan de la politique intérieure, la Roumanie se caractérise par une stricte « orthodoxie » marxiste. Le Parti Communiste roumain fait preuve de prudence en écartant toute innovation ou libéralisation trop brutale. Une politique intérieure trop libérale s'ajoutant à une politique extérieure fondée sur l'indépendance nationale, risquerait d'irriter le puissant voisin : c'est ce que les Roumains semblent vouloir éviter à tout prix.

Youri ALEXANDROV.

Grande-Bretagne

Les élections britanniques du 28 février ne suscitent guère l'intérêt des commentateurs, à bon droit. On sait que les vainqueurs quels qu'ils soient feront face à une situation difficile qu'ils ne pourront résoudre par un coup de baguette magique.

Le « National Economic Development Office » prévoit des faillites de plus en plus nombreuses et une chute progressive de la production qui, depuis deux mois, a baissé déjà de 20 à 25 %. Aux 600.000 chômeurs complets s'ajoutent 1,6 million de chômeurs partiels (la semaine de travail est depuis novembre réduite à trois jours). Le déficit de la balance commerciale est de 2.340 millions soit trois fois et demie le chiffre record de 1972. Enfin l'hostilité au Marché commun gronde dans les milieux populaires.

M. Heath probable vainqueur — mais sait-on jamais — s'apprête à adopter une attitude dure avec les mineurs, ce qui ne résoudra rien. Quant aux travaillistes ils se rendent compte que la crise a rendu caduc leur programme et déclarent qu'en cas de victoire ils ne l'appliqueront pas.

Partout ailleurs, les maux qui secouent l'Angleterre auraient déjà provoqué de violentes secousses sociales. Imagine-t-on les magasins parisiens éclairés à la bougie ? C'est le cas de Londres depuis deux mois. On peut même sentir chez nos voisins, la jubilation de ne pas être comme les autres, du moment qu'un certain mode de vie est préservé. C'est d'ailleurs là le sens de l'opposition de M. Enoch Powell, qui ne discute pas de savoir si l'entrée dans le Marché commun a fait augmenter les prix alimentaires, mais qui prétend que se rendre à Bruxelles c'est perdre son âme. L'An 01 en Angleterre ? Est-ce viable ?

COMMUNIQUE DU COMITE « SAUVER PARIS »

Parisiens, savez-vous que l'avenir de Paris se joue en 1974 ?

- voie express rive gauche ;
- autoroute « radiale Vercingétorix » vers Maine-Montparnasse ;
- super-périphérique ;
- axe nord-sud qui recouvrirait l'emplacement du canal Saint-Martin ;
- nouveaux secteurs de rénovation totalisant 60 tours supplémentaires.

LAISSERONS-NOUS DETRUIRE PARIS ?

Comme nous, vous ne voulez pas que Paris soit ceinturé de tours de 17 étages, quadrillé d'autoroutes et de voies express.

Contre une situation qui s'aggrave sans cesse, venez faire entendre votre voix ! Pour SAUVER PARIS, soyez vigilants, informez-vous !

VENEZ NOMBREUX

le mercredi 13 mars à 20 h 30, Mutualité (salle B), 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

Réunion organisée par :

S.O.S. Paris.

La Fédération des usagers des transports.

L'Association nationale des « Droits des Piétons ».

Les Amis de la Terre.

Le Comité « Sauver Paris ».

CROISSANCE RAPIDE ?

Mais acquérir une réelle indépendance politique suppose d'en détenir les moyens économiques. Or, la Roumanie est encore un pays essentiellement agricole ; environ 46 % de la population est employée dans l'agriculture. Avec un revenu annuel moyen par habitant inférieur à mille dollars, la Roumanie fait encore partie — de l'avis même de ses dirigeants —, des pays sous-développés. On peut cependant se montrer assez optimiste sur les perspectives de développement de l'industrie roumaine. Déjà, le chemin parcouru depuis la dernière guerre est considérable. Le fait que les tracteurs, les machines soient désormais fabriqués sur le sol roumain, montre l'ampleur du progrès accompli depuis l'époque — qui n'est pas si lointaine — où les Soviétiques fournissaient aux Roumains la quasi-totalité des biens de production.

La Roumanie, d'autre part, n'est pas démunie d'atouts. Le pétrole en est un. Ils extraient de leur sol la quantité d'or noir nécessaire à leur industrie. Ils échappent ainsi à l'augmentation des prix, qui, par contre, n'a pas épargné leurs voisins d'Europe de l'Est.

D'autre part, la politique industrielle, suivant l'exemple de la diplomatie, tend à diversifier ses contacts. Désormais, l'U.R.S.S. représente moins de 25 % du volume de son commerce extérieur, alors que la part des pays occidentaux augmente régulièrement : l'Allemagne, l'Italie, mais aussi la France figurent en bonne place. L'exemple le plus concret de la coopération franco-roumaine est la fabrication en Roumanie des Renault 12, connues là-bas sous le nom de « Dacia ».

Mais ce qui frappe surtout l'observateur, c'est la passion que mettent les Roumains à promouvoir leur industrie. Situé à la périphérie

EDITORIAL

la crise souterraine

Depuis que le Président de la République est retourné à l'Elysée, après sa courte « infection grippale », le calme semble revenu dans les esprits. Il n'est plus question de démission du Chef de l'Etat, encore moins d'un remaniement ministériel qu'on ne cessait de tenir pour imminent depuis plusieurs mois : M. Sanguinetti n'a-t-il pas déclaré récemment que la question de l'élection présidentielle ne se posait pas, tandis que M. Messmer réaffirmait une fois de plus sa présence à la tête du gouvernement ?

Etrange méthode de gouvernement, qui consiste à affirmer sans cesse qu'on agit, qu'on est le chef et qu'on le restera, comme si les mots et leur répétition pouvaient influencer comme par magie sur une situation politique incertaine et peut-être désespérée, que les petits jeux et les grands pala-

bres de ces jours derniers révèlent très clairement.

Curieux ballet que celui de MM. Messmer et Giscard d'Estaing, l'un annonçant son intention de s'exprimer désormais par le truchement des ondes, tandis que l'autre disserte chaque mois à la télévision. Et lourd de signification ce refus obstiné du Ministre des Finances de prendre des mesures sérieuses contre l'inflation, comme s'il voulait, à très court terme, conserver intacte sa popularité.

Sur un autre plan, ce n'est pas un hasard si M. Messmer a convoqué les députés de l'U.D.R. la veille du jour où le Président de la République recevait M. Chaban-Delmas, simplement pour leur demander de constater son existence et de réaffirmer « la solidarité de la majorité et, à l'intérieur de celle-ci, l'existence propre de

l'U.D.R. ». Il n'est point indifférent, non plus, que M. Pompidou ait reçu le député-maire de Bordeaux pendant près de deux heures alors que les audiences du Chef de l'Etat dépassent rarement les trente minutes. Et il est étonnant que M. Pompidou ait convoqué son Premier Ministre un samedi matin pour l'entretenir du seul plan sur l'énergie.

Autant de signes d'une crise qui est moins celle du gouvernement que de l'Etat tout entier. Evidente à l'automne, elle se déroule aujourd'hui dans le secret des cabinets. C'est peut-être là l'indice de sa phase ultime, au cours de laquelle se prépareraient les décisions qui, d'un coup, bouleverseraient toutes les perspectives politiques.

Il importe d'en prendre conscience, et de se préparer à affronter l'événement soudain. N.A.F.

brèves

Faire l'analyse de la conjoncture économique n'est guère aisé pour l'instant !

Malgré les prophéties des Cassandre, il n'y a pas de menace globale de chômage pour l'instant et les carnets de commande des industriels demeurent bien remplis. Mais le contexte politique et économique plonge dans la perplexité — quand ce n'est pas la morosité — les milieux d'affaires ; certaines branches sont particulièrement menacées : ainsi l'automobile atteinte par la hausse des produits pétroliers et peut-être davantage encore par les limitations de vitesse. La hausse accélérée du coût de la vie (+ 15 % en 1974 d'après les prévisions officielles) menace toutes les entreprises marginales qui avaient déjà des difficultés de trésorerie.

En revanche les industries françaises de pointe comme l'électronique font une percée au Moyen-Orient et même en Extrême-Orient comme on a pu le constater lors de la Foire-Exposition de Kuala-Lumpur (Malaisie).

Sachons en tirer les conséquences : plutôt que d'essayer d'exporter à toute force des objets-gadgets vers les pays industrialisés, comme le voudrait M. Giscard d'Estaing, il faut nous efforcer d'acquiescer une position-clé dans les pays du tiers-monde, et notamment arabes, en train de s'équiper. On pourrait même tenter de proposer à ces pays un type de croissance fondé sur les productions de qualité qui les éloigneraient du type de civilisation mercantiliste anglo-saxon et assurerait en même temps des débouchés à nos industriels. On est hélas fort loin pour l'instant de cette révision de notre politique industrielle.

Conséquence du plasticage de l'émetteur de Roc-Trédudon : les familles privées de télévision se consacrent davantage à leur enfants. Une écolière de Saint-Pol-de-Léon déclare : « Les parents se sont plus occupés de nous. On a parlé à table. On a joué ensemble à des jeux de société. » Ils nous ont posé des questions ». Plastiquer les émetteurs de l'O.R.T.F. n'est pas une solution, bien sûr. Mais il faudra bien poser un jour — et résoudre — le problème de la télévision qui est à la société de consommation ce qu'était pour les ouvriers le bistrot-« assommoir » décrit par Zola.

M. Taittinger prince du champagne promu par on ne sait trop quel hasard au ministère de la Justice, enfourche le cheval de bataille de la loi et l'ordre. Il a déclaré à Beauvais : « Il est devenu indispensable qu'à l'égard de certaines catégories de criminels la justice pénale durcisse son attitude. Sinon nous allons au devant de véritables drames. »

« Le premier devoir de la justice, compte tenu de l'audace croissante de certains criminels et de la sauvagerie de certaines agressions, est de protéger les citoyens. »

Ce n'est pas nous qui mettrons en cause la nécessité de châtier le cas échéant les criminels. Mais comment la V^e République pourrait-elle s'arroger ce droit alors qu'elle montre constamment le visage de la crapulerie ?

Comment prendre au sérieux un régime qui ne condamne le conseiller fiscal-escroc Edouard Dega — ami de Chaban — qu'à dix-huit mois de prison ferme et laissera agir impunément pendant des années les frères requins Willot ? Et que penser d'une société qui favorise « l'urbanisation à outrance » dénoncée avec raison par M. Taittinger comme « une des causes de l'augmentation de la délinquance » ?

Intéressante enquête du Centre d'études et de recherches sur les enseignements et les qualifications (C.E.R.E.Q.) (1) Elle révèle entre autres que 70 % des étudiants s'orientent vers l'administration et l'enseignement. 55 % d'entre eux gagnent moins de 2.000 F par mois. Ces chiffres confirment ce que nous disions depuis longtemps : la pan-scolarisation à dose massive n'est qu'un mirage qui bientôt fait place aux réalités d'une situation médiocre.

(1) 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves.

arsenal

Le numéro 9 est paru et tous les abonnés doivent maintenant l'avoir reçu. Au sommaire de ce numéro :

- Sur le thème « vivre demain »
 - échapper à l'enfer urbain, par Michel Giraud ;
 - imaginer autre chose, par François Mirc ;
- « Ontologie du secret », par Gérard Leclerc ;
- Crise de la jeunesse, crise de civilisation, par Arnaud Fabre.

Entretien avec François Mirc : « L'architecte dans la Cité ».

Autour du centenaire de Péguy, par Gérard Leclerc.

Le numéro franco 8 F, Arsenal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. La Source 30-737-24.

martinique 1 quel développement ?

Faute de catastrophe naturelle, il fallait bien deux morts et une suite d'importantes manifestations pour que la métropole se souvienne, au moins pendant quelques jours, que la Martinique est là, présente avec ses drames et ses espérances. Les derniers événements qui se sont déroulés dans cette partie de la France américaine ont sans doute mis en relief le caractère irresponsable de l'action menée par les groupes trotskistes tels que le G.R.S. (1). Disons-le clairement : une pareille irresponsabilité est tout bonnement criminelle.

Mais que dire du gouvernement et de l'aide économique qu'il attribue à nos Départements d'Outre-Mer ? Non seulement celle-ci est mal employée et ne sert pas à créer des activités selon un schéma cohérent, mais est de plus « confisquée » par des circuits parasites et crée à tous les niveaux une mentalité d'assistés, voire de mendiants.

UN CAPITAL INUTILISÉ

Une rapide analyse du marché financier à la Martinique pour l'année 1970 montre que les dépôts à vue dans les banques s'élevaient à 35,8 milliards d'A.F., dont 21,5 milliards pour les particuliers et 13,4 milliards pour les entreprises. En ajoutant la masse monétaire en circulation sous forme de billets et pièces, les disponibilités avoisinaient 62 milliards et, en te-

nant compte des dépôts à terme et sur livrets, on obtenait un total de plus de 70 milliards.

La comparaison de ce chiffre avec les 158 milliards de la production intérieure brute suffit pour évaluer l'ampleur de l'inutilisation du capital disponible, et lorsqu'on sait que dans la PIB la part du secteur tertiaire est de 71 % contre 45 % pour la métropole, on aura un aperçu des disproportions financières existantes.

L'exigüité du marché local de la Martinique et son éloignement des sources d'approvisionnement constituent indéniablement un frein aux investissements, et bon nombre d'entreprises métropolitaines estiment que le quasi-monopole dont leurs produits bénéficient aux Antilles leur garantit une plus grande sécurité qu'une éventuelle installation sur place. Mais si un marché restreint ne permet guère la mise en œuvre de grosses industries, n'offrirait-il pas un certain champ pour de petites industries aux productions non automatisées et requérant une main-d'œuvre qualifiée ? La question a été maintes fois posée, en vain.

En réalité, l'obstacle le plus sérieux à une industrialisation adaptée doit plutôt être recherché au niveau de la structure des transports, le prix du fret pesant gravement sur le prix de revient des marchandises importées ou ex-

portées : près de 60 % de la production intérieure de la Martinique est prélevé par les transporteurs et sociétés d'assurance ou de courtage, le prix du fret-export étant trois fois plus élevé que le prix du fret-import.

Si une telle différence peut s'expliquer dans la mesure où le navire entreprend le voyage métropole-Martinique presque à vide, elle ne saurait se prolonger indéfiniment sans accroître les difficultés actuelles, notamment agricoles.

UNE AGRICULTURE EN CRISE

Quelle que puisse être la « vocation » touristique de la Martinique, l'agriculture demeure en effet l'élément majeur de l'économie départementale.

Or, comme cela a déjà été observé pour l'aide à la Coopération (2), les aides au développement agricole sont dispersées par une multitude de bureaux et services différents (3) dont le fonctionnement retient une part non négligeable des crédits consentis.

Sur le plan de la production, la canne à sucre, la banane et l'ananas constituent toujours les trois axes prédominants, la canne représentant environ 45 % de la valeur commercialisable de la Martinique. Les incertitudes de la vente jointes aux perturbations climatiques et à la répartition déséquilibrée des propriétés (4), ont entraîné une baisse sensible du rendement

le centralisme parisien et l'affaire

L'« affaire Rateau » a mobilisé massivement partis, syndicats et élus locaux... pour la défense du centralisme parisien.

A l'origine de l'affaire Rateau, un fait banal : le groupe Alstom, désireux de se restructurer, a pris la décision de fermer l'usine Rateau de La Courneuve qui fabrique des turbines. Il n'a pas été question de licenciements puisque le groupe proposait aux employés de les recaser en province, allant même jusqu'à leur assurer des conditions de logement bien meilleures qu'à La Courneuve.

Ce projet n'en a pas moins déchaîné l'ire de la C.G.T. et du P.C. qui ont tenté de s'opposer par tous les moyens à sa réalisation. Et pour cause. Le Parti veut empêcher à tout prix la « désindustrialisation » de la Seine-Saint-Denis son fief : en gardant les usines, il conserve les ouvriers qui forment les gros contingents de son électorat et qu'il parque dans les H.L.M. Mais il garde aussi les patrons, qu'il vilipende mais qui versent les patentes dont le taux est spécialement élevé dans les municipalités communistes. Ainsi Rateau ne payait pas moins d'un milliard d'anciens francs chaque année. Il y a même un véritable accord de fait entre le patronat local et le P.C. Les termes en sont fort simples : les patrons paient ; en échange, ils n'ont pas d'ennuis avec les syndicats. Les petits patrons notamment, beaucoup plus vulnérables, doivent se soumettre à cette sorte de « racket ».

Quant à la majorité elle cautionne cette situation. Tout se passe en effet comme s'il y avait

complicité tacite entre l'U.D.R. et la gauche en vue de se partager la clientèle électorale : aux communes gaullistes et modérées de l'ouest parisien les emplois « tertiaires » et les résidences pour cadres ; aux communes « rouges » de la banlieue est les usines et l'électorat populaire.

LA MAFFIA PARISIENNE

Mais le battage fait autour de l'affaire Rateau est aussi un indice inquiétant du renouveau d'activité de tout un « lobby » parisien. La politique de décentralisation industrielle poursuivie depuis quinze ans — malgré ses limites dues à l'absence d'un pouvoir régional — a permis de ralentir les migrations vers Paris. Actuellement il y a même chaque année autant de départ de parisiens vers la province que d'installations de provinciaux à Paris.

La capitale continue cependant de gonfler par accroissement naturel et par polarisation de la majeure partie de l'immigration étrangère. Il n'en reste pas moins qu'elle aura à ce train « seulement » 11 millions d'habitants en 1985 et 13 millions en l'an 2000 au lieu des 14 millions prévus.

Cette évolution désole toute une partie de la caste administrative, ainsi que les milieux financiers qui veulent exploiter les rentes de situation constituées par l'infrastructure de la métropole parisienne, sans parler des journalistes

acquis — pour ne pas dire plus — à ce lobby (n'est-ce pas *Le Monde* ?) D'où une offensive en règle des syndicats d'intérêts parisiens. On a pu lire ainsi dans *Le Monde* il y a peu que Paris était « brimé » (sic) en matière d'équipements et d'emplois industriels nouveaux !

La région parisienne, pour soutenir ces revendications, dispose d'une structure constituée depuis une dizaine d'années, le *District de Paris*. Les « parisiens » s'en servent pour revendiquer une accélération de la croissance de la capitale. Ils le font avec d'autant plus d'apreté que la situation de relative pénurie qui s'annonce sur le plan économique les inquiète. Leur rêve est de voir l'agglomération bourgeoiser à partir des axes de communication. On sait ce que cela veut dire : l'arrivée du R.E.R. à Boissy-Saint-Léger s'est traduite par la prolifération anarchique d'immeubles d'habitat et notamment la construction d'une Z.A.C. infâme. Si le « brain-trust » du District parisien l'emporte définitivement, ce genre de tentacule ne fera que se multiplier.

On sait aussi ce que cela coûte : le prix de construction du métro à Paris revient cinq fois plus cher qu'une réalisation équivalente à Lyon ; le kilomètre d'autoroute en région parisienne coûte vingt fois celui de l'autoroute construite en rase campagne.

Dans le même temps on voit les banlieusards de l'Ouest s'insurger parce que l'autoroute Paris-Chartres sera déconnectée de la trame urbaine entre Palaiseau et Paris. Cette mesure est pourtant indispensable si l'on veut que la Bretagne (Paris-Chartres se prolongera jusqu'à Rennes et Nantes), soit désenclavée et reliée par une voie rapide au cœur de la capitale, au lieu de se perdre dans les méandres de la banlieue.

et, à frais équivalents, Cuba réussit à obtenir 35 % de sucre en plus...

La banane suit une évolution encore plus hypothétique, connaissant des pertes sévères et se heurtant aux importations promotionnelles en provenance de la Côte d'Ivoire et du Guatemala. Quant à l'ananas, sa fragilité limite par trop sa consommation lointaine et son coût reste élevé à la production. La conséquence immédiate de cet état de fait a été une brusque diversification qui s'est étendue aux légumes, au tabac et aux fleurs, diversification souhaitable mais encore mal contrôlée, les éternelles polémiques sur l'opportunité d'un changement d'orientation et d'une réforme agraire n'ayant rien résolu jusqu'à présent.

Transports, agriculture : ce n'est pas un hasard si les récentes grèves ont principalement touché ces deux secteurs. A la Martinique, chacun a admis qu'elles se trouvaient amplement justifiées et aujourd'hui les conflits ont été progressivement et provisoirement réglés. Cependant, une inquiétude latente persiste, et ce ne sont pas les difficultés démographiques et politiques de l'île qui favoriseront un réel apaisement.

(A suivre.)

J.-A. MOURGUE.

(1) Groupe Révolution Socialiste, constitué en décembre dernier en liaison avec l'ex-Ligue Communiste.

(2) Cf. N.A.F. n° 134 du 21 novembre 1973.

(3) Entre autres : Direction départementale de l'agriculture, Direction générale de l'office national des Forêts, Direction de la protection des végétaux, Service départemental de l'agronomie, Service vétérinaire, Service du contrôle du conditionnement des produits agricoles, etc.

(4) Le tiers des sols appartient à 85 propriétaires, dont la moitié à 3 % d'entre eux.

l'europe contre les éleveurs français

Les manifestations des éleveurs témoignent de la lassitude devant l'incohérence de la politique agricole européenne.

La politique agricole européenne se veut « communautaire » par excellence. Depuis 1961, les Six puis les Neuf ont adopté une réglementation commune destinée à faire évoluer de concert les prix des denrées agricoles et à garantir un revenu minimum à la paysannerie. Ainsi ont été fixés des « prix de seuil » (au-dessous desquels une denrée agricole ne peut entrer dans la communauté), des prix indicatifs ou d'orientation (qui sont les prix souhaités pour un produit) enfin et surtout des prix d'intervention, prix minima auxquels des organismes désignés (1) doivent acheter les denrées qui ne trouvent pas preneurs sur le marché. De la sorte, pensait-on, le sort des agriculteurs serait réglé de façon harmonieuse.

Las ! D'entrée, les divergences d'intérêts entre états et la pression de lobbies puissants allaient empoisonner la politique communautaire.

LE LOBBY CEREALIER

En 1962 est déterminé le prix des céréales : par complaisance vis-à-vis des agriculteurs allemands qui les écoulaient jusqu'alors à des tarifs élevés et des gros céréaliers de la région parisienne tout puissants à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, le prix indicatif fixé fut anormalement élevé et à l'époque très supérieur au prix mondial. Au contraire, le prix de la viande fut maintenu à un taux fort bas.

Du coup, les éleveurs eurent des handicaps considérables ! Faibles marges bénéficiaires, prix de revient gonflés par le coût des céréales nécessaires à l'alimentation du bétail. En outre, l'élevage supposant la constitution d'un assez gros capital, ceux qui se lancèrent dans cette aventure s'endettèrent considérablement. Le gouvernement français, face au déficit en viande, poussa fortement les éleveurs à intensifier leur production. Mais dans le même temps, il ne parvenait pas à Bruxelles à obtenir un relèvement du prix de la viande. Bien plus, en 1973, les autorités européennes ouvrirent largement le marché commun aux viandes d'Argentine, des pays de l'est, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Comme il n'y a pas de prix

de seuil pour la viande bovine, les cours qui avaient un peu remonté en 1972, s'effondrèrent. On comprend, dès lors, l'amertume des éleveurs. Ce d'autant plus que l'évolution récente de la conjoncture n'arrange rien. Le chauffage des étables coûte plus cher avec la hausse des prix pétroliers.

LE CARCAN COMMUNAUTAIRE

Par ailleurs, alors que les cours mondiaux des céréales sont maintenant bien plus élevés que ceux du Marché Commun par suite de pénuries (en U.R.S.S. notamment), ceux de la viande demeurent inférieurs et nous sommes menacés d'un envahissement constant.

Enfin le carcan communautaire empêche la France de lutter efficacement contre un effondrement des cours dû à cet envahissement. Certes, elle a décidé d'appliquer la « clause de sauvegarde » et de taxer les viandes de provenance extra-communautaire, mais ceci n'annule pas la libre circulation intra-communautaire : dès lors les Hollandais, Irlandais ou Allemands peuvent très bien, après avoir importé à très bas prix de la viande extra-communautaire, réexporter en France leurs propres produits d'élevage à un prix légèrement supérieur mais encore suffisamment faible pour casser nos cours.

La solution de bon sens serait de rehausser le prix de gros de la viande. Mais il se répercuterait immédiatement sur le prix à la consommation, alors que lorsque la viande baisse à la production les prix de détail — à cause de l'existence de circuits de distribution aberrants — ne suivent pas le mouvement. Or les gouvernements européens redoutent tout ce qui accentue la poussée inflationniste.

Bref, il faudrait, pour sortir de l'impasse, à la fois remettre en question la distribution de la viande et l'engrenage communautaire. On voit mal le Pouvoir prendre le risque d'une réforme qui léserait trop d'intérêts privés et ouvrir un second front face à nos partenaires européens aux lendemains de la conférence de Washington.

(1) Ainsi en France la Société Interprofessionnelle du bétail et de la viande et la Société Interlait comptent parmi ces organismes.

le rateau

Bref, intérêts mercantiles et spéculation foncière, préjugés « métropolitains » de l'establishment parisien, revendications poujadistes à courte vue se coalisent pour pérenniser l'existence du monstre parisien pour le plus grand dommage de l'organisation de l'espace national mais aussi de la qualité de vie dans la capitale.

Comme quoi, on ne pourra décongestionner Paris sans un minimum de coercition. Ce minimum dont notre Etat républicain englué dans sa démagogie électorale et sa complicité avec les groupes de pression financiers est bien incapable.

Arnaud FABRE.

souscription

ET ÇA CONTINUE !

Nos lecteurs ont entendu notre appel. Le courrier continue de nous apporter souscriptions et encouragements. Un lecteur de la Sarthe nous écrit : « Quelles pourraient être les chances de réussite d'un mouvement décidé à abattre l'oligarchie mercantile et qui ne s'adresserait qu'à ceux qu'on est en train d'appauvrir ? Il faut certes beaucoup d'imagination et d'intelligence pour se lancer dans un combat alors même que l'on se sait complètement dépourvu de moyens... A quoi nous servent aujourd'hui les vieilles croyances dont tout le monde, de droite ou de gauche, tradi-

tionaliste ou révolutionnaire peut assaisonner son discours sans que personne crie au scandale. » Ces chances de réussite dont parle notre lecteur sont chaque jour consolidées par l'aide que nous apportent nos amis. Face à la fausse alternative majorité-opposition, nous sommes les seuls à proposer autre chose. Encore faut-il que nous ayons les moyens de le faire savoir !

Yvan AUMONT.

Envoyez vos dons à la N.A.F. - C.C.P. 642-31 Paris en précisant « pour la souscription ».

J.-M. Chapelat 50 - Don Lévis 19 - Au nom des vieux monarchistes (Marseille) 230 - Anonyme Bayonne 100 - B. Debas 300 - J. Tuvion 250 - Anonyme Var 50 - B. Lazer 300 - M. Massin 10 - J. Lancien 200 - J. Mace 50 - Anonyme Nancy 175 - M. Moutel 45 - B. Cosse 225 - J.-L. Abbé 100 - R. Bonte 300 - Darblade 100 - J. Auriou 300 - Jacques 20 - B. Bouis 300 - Anonyme Odéon 50 - R. Lepain 500 - Anonyme Saint-Pierre-de-Neuilly 15 - B. Richez 50 - Trinquand 50 - Eudier 50 - B. Marchand 200 - F. Wagner 50 - Anonyme Boulogne 45 - Bourgairel 50 - Anonyme 20 - En souvenir d'Adélaïde 25 - P. Bornas 200.

Total de cette liste : 4.429 F.

Total précédent : 50.376 F.

Total général : 54.805 F.

démographie et impérialisme américain

Un article de notre ami le docteur Tremblay, publié dans le courrier de **Laissez-les vivre**, a particulièrement retenu notre attention. Il montre avec des arguments très pertinents comment les Etats-Unis ont intérêt à la chute de notre démographie. Voici quelques passages significatifs de son étude.

Toutes les nations de l'Europe occidentale ont un état vieux extrêmement prononcé (sauf les Pays-Bas pour peu de temps) et un vieillissement croissant et extrêmement rapide, qui a pour conséquence l'écrasement de la population active, très réduite, par des charges extrêmement lourdes et qui s'accroissent très rapidement, écrasement qui a lui-même pour conséquence l'affaiblissement des possibilités d'investissement, donc l'affaiblissement des possibilités de progrès économique, technologique et scientifique et bien entendu politique, et à une forme nouvelle de sous-développement extrêmement grave puisqu'elle est très rapidement irréversible et complètement irrécupérable.

L'agression américaine contre la natalité française et contre la natalité de l'Europe occidentale est ainsi criminelle pour la vie même de ces pays.

Quand la campagne malthusienne américaine fait tomber la natalité de 40 p. 100 à 20 p. 1000, elle diminue l'expansion démographique des pays correspondants, mais 20 p. 1000 est encore au-dessus du taux nécessaire au strict renouvellement

des populations actives. Par conséquent, cette action a des conséquences que nous ne discuterons pas ici, mais ces conséquences ne sont pas mortelles pour les pays concernés.

Mais quand cette même campagne s'attaque à des nations qui déjà ne renouvellent pas leur population active et sont en état de vieillissement accéléré, elle devient authentiquement criminelle et au sens précis du terme mortelle pour ces nations et cela en quelques dizaines d'années seulement.

Il faut en effet comprendre que les chutes qui autrefois demandaient un siècle pour se produire, se produisent maintenant en quelques années seulement (32 % de chute en Allemagne de l'Ouest en 5 ans, et ce n'est qu'un début, et ce pays a en 1973 un fort excédent de décès sur les naissances).

Tous les moyens sont bons, contraception massive, avortement libre, stérilisation, massacre des infirmes et handicapés, euthanasie, absence de soins aux malades et aux personnes âgées. L'action criminelle est systématique et profonde.

Bref, la France en particulier et l'Europe en général doivent se défendre coûte que coûte contre cette entreprise de destruction.

L'Europe occidentale va devenir rapidement du fait de l'agression américaine l'Hospice du monde et un hospice ne saurait financer l'aide au tiers-monde.

Certes, cette agression n'est pas une agression comme les autres. Elle est plus grave, plus profonde, le malthusianisme étant une arme politique d'une extrême puissance, la plus puissante avec l'arme nucléaire, et plus puissante encore, car l'arme nucléaire fait peur et a les plus grandes chances de ne pas être utilisée, alors que le malthusianisme est une arme de destruction insidieuse avec quelques aspects favorables à court terme même dans les natalités plancher (ce qui ajoute au danger) et qui, elle, est utilisée en fait et peut amener la destruction totale.

Docteur Emmanuel TREMBLAY.

sartre (suite)

sième terme, l'enfant. Comment Sartre l'accueillerait-il ? Toute idée d'éducation est problématique dans son système, elle va directement contre la liberté. Je vois un signe dans le fait qu'il ait adopté une jeune fille, non un enfant. Son vœu de paternité, il l'a accompli sans assumer la terrible aventure de l'éducation d'un tout petit.

Autre conséquence : l'athéisme, la radicale absence du Toi absolu de Gabriel Marcel. L'expérience de l'enfance prédisposait le philosophe à cette négation, mais ne l'y obligeait pas. Il pouvait éprouver la terrible dérision de l'amour humain. Mais il aurait pu en même temps tomber sur la parole d'Isaïe : *même si ta mère t'abandonnait, moi ton Dieu, je ne t'abandonnerai pas*. Parole bouleversante qui fait tour-

ner le regard au-delà de ceux qui nous ont lancés dans cette vie, vers celui qui est source de la vie. Cette parole, Sartre ne l'a pas entendue ; du moins jusqu'ici, autant que nous puissions le savoir.

Dernière conséquence, la politique. Il est remarquable que le royaliste Bernanos tourne sans cesse son regard vers l'enfance, où se révèle le mystère des origines, le visage de l'amour. De même, cet autre royaliste, dont les enfances sont « merveilles », Charles Maurras. De Bernanos et Maurras la politique est sortie de l'enfance, d'une vision d'amour, comme un chant. Mais de Sartre...

(à suivre)

Gérard LECLERC.

(1) Francis Jeanson : *Sartre dans sa vie*. Le Seuil.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642 31 Paris

pourquoi adhérer à la n.a.f.

Lors de son 3^e Conseil National des 26 et 27 janvier, le mouvement de la Nouvelle Action française a choisi dans ses orientations de continuer à « faire de la force » et de traduire sa progression par une « campagne d'adhésion ».

Nombreux sont encore les lecteurs de la Naf-hebdo qui ignorent l'existence ou la signification de l'adhésion au mouvement « Nouvelle Action française ».

Matériellement, adhérer consiste à approuver puis signer un formulaire de « déclaration fondamentale », sorte de charte où sont résumés les principes politiques minima indispensables à l'accord avec notre mouvement. Après acceptation par la Direction, l'adhérent s'engage à verser une cotisation régulière et à respecter la discipline du mouvement.

Déjà se profile l'objection : l'adhésion n'est-elle pas un rite dépassé, voire désuet, peut-être en prise sur les mentalités d'avant-guerre mais

aujourd'hui intolérable dans une France allergique à l'« embrigadement » ?

Entendons-nous bien ! La « Nouvelle Action française » n'est pas plus sensible au culte trotskiste de l'organisation qu'au doux spontanéisme des formations politiques mort-nées : elle les renvoie dos à dos. Notre discipline, dans l'ordre de la pensée comme celui de l'action, reste bien spécifique et vise tout simplement à rendre plus efficace notre combat.

Pourquoi adhérer ? Au moins pour trois raisons :

— l'adhésion formalise un accord intellectuel : elle nous permet de mesurer notre force et de mieux connaître ceux à qui nous pouvons faire confiance.

— l'adhésion est une « offre de service » : elle suppose une disposition d'esprit ou de cœur à donner un peu de son temps comme à faire profiter de ses compétences, bien évidemment dans la mesure de ses disponibilités.

— l'adhésion assure l'autofinancement du mouvement grâce aux cotisations régulières : elle est le garant de notre indépendance et de notre fonctionnement correct.

Amis lecteurs, ne restez pas passifs. Si vous sentez que le rôle de la N.A.F. ne se limite pas aux démonstrations intellectuelles ; si vous êtes royalistes à la fois pour aider l'Intelligence à échapper à la formidable puissance des « marchands », pour réussir le projet français malgré l'Europe et le jeu des empires coalisés, pour réenraciner l'Etat et les régions dans l'histoire tout en proposant des vues audacieuses sur la France de demain ; si vous comprenez la nécessité d'un outil politique vecteur de nos espérances ; alors, soyez logiques avec vous-mêmes, ADHEREZ !

Les demandes d'adhésion sont à réclamer à la N.A.F. Chaque adhérent s'engage à verser une cotisation mensuelle correspondant à 2 % de ses revenus avec un minimum fixé à 5 F.

le mouvement royaliste

grenoble

Le succès des « Vendredis de la N.A.F. » inaugurés par la section de Grenoble depuis le début de l'année, l'incite à poursuivre dans cette voie.

Le programme des séances suivantes sera :

— Vendredi 1^{er} mars, 21 heures : L'échec de la révolution royale de Louis XVI - analyse d'un livre de M. Laffue, par G. Bernard.

— Vendredi 8 mars, 21 heures : Dante et Maurras, par Gérard Leclerc - un portrait inédit et fondamental de Maurras.

— Vendredi 15 mars, 21 heures : La technocratie.

P.S. - Pour les jeunes : Cercle sur les grandes idéologies le mercredi à 18 heures 4, square des Postes - et de nombreuses permanences animées avec table de presse, bibliothèque de prêt, activités militantes...

rennes

Le vendredi 8 mars à 20 h 45, conférence de Bertrand Renouvin sur le « Projet royaliste ». A l'issue de la conférence, l'auteur dédicacera son livre.

La réunion aura lieu Grande Salle du Restaurant Sanguy, 18, place des Lices à Rennes.

VERSAILLES

Mardi 5 mars à 21 heures, conférence de Bertrand Renouvin sur « Le Projet royaliste », salle du Tribunal, mairie de Versailles.

LILLE

PARIS-15^e - CLAMART - ISSY VANVES

Dîner-débat le vendredi 1^{er} mars à 19 h 45 sous la présidence de M^e Yves Lemaigren, vice-président du Comité directeur, avec la participation de Pierre Boutang, professeur et philosophe, et de Gérard Leclerc, directeur politique de la « N.A.F. hebdo ».

Thème du débat : « Pour un projet royaliste ».

Restaurant « Le Select », 5, rue du Docteur-Jacquemaire-Clemenceau, 75015 Paris. Inscriptions auprès de M. Pierre Arvis (tél. 531-90-20), 199, rue de Lourmel, 75015 Paris, jusqu'au lundi 25 février. Prix du couvert : 45 F - Etudiants et lycéens : 30 F.

les mercredis de la n.a.f.

Les prochaines réunions des mercredis de la N.A.F. auront lieu :

Mercredi 20 février : la Croissance en question, par Arnaud Fabre.

Mercredi 6 mars : La Défense Nationale, par Bertrand Renouvin.

Mercredi 20 mars : les nouvelles utopies, par Gérard Leclerc.

Ces réunions toujours suivies d'un débat ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard (métro Hôtel-de-Ville). Il est recommandé d'y amener sympathisants et amis.

"le projet royaliste"

entretien avec françois perroux

dans notre prochain numéro

sartre dans sa vie

1 le royaume de l'enfance

Qui a vu une seule photographie de Jean-Paul Sartre n'a pu manquer d'être frappé par sa mélancolie indéfinissable. Simple effet de son strabisme ? Il existe un langage du visage, qui dépasse d'ailleurs toutes les théories qui tentent de l'objectiver. Pour ma part, j'ai toujours vu dans ce regard l'image de l'enfant blessé. Tout me confirme dans cette pensée, et surtout ce prodigieux document autobiographique que constitue *les mots*. Il semble que toute la philosophie de Sartre qui n'est en somme qu'une longue confidence, se soit nouée au temps de son enfance. C'est le très grand mérite de Francis Jeanson, qui connaît admirablement son sujet, que de présenter dans son *Sartre dans sa vie* (1), toute l'existence du philosophe en référence au drame du petit Jean-Paul.

Et puisque nous en sommes aux photos, prenons la première de l'album présenté en annexe du livre de Jeanson. C'est l'image d'un enfant tout mignon, qui devenu adulte, se décrira cinquante ans plus tard : « Je suis rose et blond, avec des boucles, j'ai la joue ronde et dans le regard, une déférence affable pour l'ordre établi ; la bouche est gonflée par une hypocrite arrogance : je sais ce que je veux. » Rose et blond, il est la petite merveille adulée par le milieu qui le reçoit. Son père disparu un an après sa naissance, sa mère est retournée avec son bébé chez ses parents à elle. C'est le grand-père qui prendra la place du père, et de ce fait la maman deviendra plutôt la grande sœur. Sartre n'est pas tendre pour le père de sa mère, Charles, déjà avancé en âge lorsqu'il l'accueillit : « Charles combattait l'angoisse par l'extase... Je fus sa « merveille » parce qu'il souhaitait finir ses jours en vieillard émerveillé. » De là, cette terrible question : « Qu'eût-il exigé de moi ? Je le comblais par ma seule présence... Il m'adorait c'était manifeste. M'aimait-il ? »

M'aimait-il ? Tout Sartre est là-dedans, sorti de cette interrogation. La réponse est un doute qui tend vers la négation, doute qui par la suite sera sans cesse repris dans l'essai, le roman ou le théâtre développant l'expérience toujours renouvelée de l'échec de l'amour, le fameux *l'enfer c'est les autres*. Sadisme ou masochisme, moi aliénant la liberté de l'autre par mon regard qui le fige, ou se laissant soi-même figer en objet par l'autre qui le fascine ? Il semble que cette alternative soit un cercle infernal, dont il est presque impossible de sortir. Ma liberté ne peut en sortir vivante.

L'ECHEC

Sartre a fort bien décrit l'odyssée de la conscience de Jean-Paul, la transformation de ce visage d'enfant adorable en figure d'homme tourmenté. Le grand-père est donc émerveillé par sa petite merveille. Il applaudit à ses mimiques, à ses « mots ». Pendant ce temps l'enfant s'enorgueillit. Pas de père pour lui, qui pourrait lui administrer la fessée et lui faire ainsi le salutaire apprentissage de la liberté par les droits

et les devoirs. Seulement un grand-papa-gâteau. Devant lui, l'enfant fait son numéro de clown. Et puis un jour, décidément il en fait un peu trop. On crie au sublime. Pour lui, c'est la terrible révélation. Mais ici, il faut citer ce texte extraordinaire.

« Je crus mourir... Je disparus, j'allai grimacer devant une glace. Quand je me les rappelle aujourd'hui, ces grimaces, je comprends qu'elles assuraient ma protection : contre les fulgurantes décharges de la honte, je me défendais par un blocage musculaire. Et puis, en portant à l'extrême mon infortune, elles m'en délivraient : je me précipitais dans l'humilité pour esquiver l'humiliation, je m'ôtai les moyens de plaire, pour oublier que je les avais eus et que j'en avais mesuré ; le miroir m'était d'un grand secours : je le chargeais de m'apprendre que j'étais un monstre ; s'il y parvenait, mes aigres remords se changeraient en pitié. Mais, surtout, l'échec m'ayant découvert ma servilité, je me faisais hideux pour la rendre impossible, pour renier les hommes et pour qu'ils me reniassent. La comédie du Mal se jouait contre la comédie du Bien... Je me vitriolais pour effacer mes anciens sourires. »

Et puis, parallèlement à cette découverte de son hypocrisie, et de ce jeu auquel jusqu'alors il se soumettait sans honte, il va faire la découverte de sa « laideur ». Ses cheveux longs de fillette rasés, fini le rose angelot, la petite merveille. Il n'était donc pas fait pour ce petit jeu de vedette comblée. Il se sentait injustifié dans son rôle social. Du coup il s'affalait sur lui-même. Dans le noir, je devinais une hésitation indéfinie, un frôlement, des battements, toute une bête vivante — la plus terrifiante et la seule dont je ne puisse avoir peur.

En un mot, il était livré à lui-même, à sa vérité, à sa solitude, condamné à être libre tout seul et contre les autres. Mais quelle était cette vérité ? Nul mystère des origines ne pouvait l'éclairer d'une aurore d'amour. Il existait ; c'était tout. Et cette existence était hideusement contingente. Il était là, en trop, monade perdue dans un univers de monades et le silence infini du monde, la brutalité de l'inerte, de l'en soi. Tragédie ou comédie ? Dans un univers absurde, tragédie et comédie risquent de s'identifier. Jeanson remarque qu'il n'y a véritablement qu'un seul texte tragique de Sartre, sa préface au *Traître* de Gorz. « Sartre y compare les hommes à des rats affolés qui courent dans un étrange labyrinthe, où ils sont à la fois expérimentateurs et cobayes, colons et colonisés, — des rats désespérément en proie à une certaine exigence, qui s'appelle l'homme. Des séquestrés, pour tout dire, condamnés à vie, à l'exercice d'une intelligence qui ne leur ouvre aucune issue... » Ainsi se révèle un visage de la fatalité, que par ailleurs l'existentialisme entend refouler pour sauver l'authenticité de l'existence, et développer jusqu'au bout l'aventure d'un athéisme conséquent.

LA VERITE DE L'ENFANCE

En opposition absolue avec Sartre, apparaît l'enfance d'un Bernanos. Comme en réponse directe à l'auteur des *mots*, l'homme qui avait été très loin dans son entreprise pour débusquer l'imposture et qui, donc, ne pouvait s'en laisser conter, cet homme-là se sentait en droit d'écrire : « lorsqu'on se tourne vers sa propre enfance, qu'on l'appelle de loin, si las non de vivre mais d'avoir vécu, elle nous répond de sa voix douce : Il n'y a qu'une erreur et qu'un malheur au monde, c'est de ne pas savoir assez aimer. »

Toute la question est de savoir : qu'est-ce qu'aimer ? Gabriel Marcel a cette réponse admirable : Aimer quelqu'un, c'est lui dire : toi tu ne mourras pas. Je tente d'expliciter : Aimer quelqu'un, c'est vouloir participer au mouvement créateur qui donne l'existence à l'être aimé, et le vouloir cet être comme Dieu le veut dans sa destination éternelle. Saint Thomas explique que l'amour d'amitié exige que l'on devienne la providence de l'être aimé. Ce qui implique le service. Aimer et servir, c'est tout un.

Le malheur est que l'on veuille le plus souvent se servir soi. Cela est vrai, même et surtout, dans cette parodie de l'amour qu'est l'idolâtrie. A quoi aboutit cette réduction de l'absolu, sinon à cette volonté folle d'avoir prise sur lui ? idolâtrer l'autre c'est au fond assurer sa possession sur lui, comme dans les rites magiques, on tente d'avoir prise sur les forces de l'au-delà.

Il me semble que c'est là qu'il faut trouver la raison de l'opposition de Bernanos et de Sartre sur l'enfance, et tout ce qui en découle, c'est-à-dire tout le reste. D'un côté il y a le souvenir lumineux d'un amour qui est don de soi, gratuit, vœu ardent que ce petit d'homme devienne celui qu'il doit être au regard de Dieu. De l'autre côté, cette expérience de l'idolâtrie, cette intuition précoce que l'attendrissement du grand-père devant l'enfant n'est qu'attendrissement du vieux Charles pour lui-même. Le jour où la vérité éclate, l'image de l'amour est ternie et l'enfance devient odieux babillage.

Les conséquences ? La première est qu'il n'y a que le « je » qui compte. Le « toi » se profile toujours comme ennemi. Le « nous » apparaît comme radicalement impossible ; il est en tout cas haïssable puisqu'il ne se fait qu'au détriment d'un des « je ».

De là découle que le couple est une impossibilité ; si Sartre et Simone de Beauvoir ne se sont pas mariés c'est qu'il n'y a pour eux que le copinage de concevable. L'union fondée sur la fidélité ne peut être que tromperie, aliénation d'une liberté toujours en projet. D'autre part, l'amour qui est « diffusivum sui », n'est pas deux, mais trois. Il appelle forcément un troi-

(Suite en page 6.)